

La gauche peut-elle encore changer la société ?

Daniel RICHARD

TRAVAILLER MOINS ET GAGNER PLUS !

Sur le marché des idées reçues, la culpabilisation est une action bien cotée. Une valeur sûre. Un placement de « père de famille ».

Ainsi, les chômeurs ne sont-ils pas la cause du chômage ? S'il faut les activer, n'en est-ce pas la preuve ? Le travailleur est d'abord un coût : sa rémunération différée est d'ailleurs une « charge » pour l'entreprise. Or, cette organisation est le cœur-même de la société : n'est-elle pas devenue « citoyenne », l'entreprise ? A l'heure de gloire de la flexibilité, y a-t-il d'autres rigidités que sociales ? Oui. Fiscales et environnementales ! L'« Etat providence » pousse à l'oisiveté puisqu'il s'agit de rendre l'Etat social... actif. Pauvres de tous pays, préparez-vous ! Vous serez bientôt les responsables de l'existence des riches.

La gauche peut-elle encore transformer le réel ? Pas sans en changer les représentations falsifiées et aliénantes. Pas sans assainir le fond de l'air idéologique. « *Travailler plus pour gagner plus* » propose un fameux prototype postmoderne de la droite décomplexée. A l'heure où s'impose comme une idée géniale cette indigence programmatique, réduire son temps de travail et revendiquer des augmentations de salaires passent pour des archaïsmes. Pourtant, avons-nous besoins plus actuels ?

L'improbable rencontre se produisit le 26 janvier dernier. En plein « Forum social mondial » décentralisé. Sur les toits de la Bourse de Bruxelles. Le propriétaire des lieux conduisait sous les combles des forces de l'ordre décidées à mettre la main sur un adepte de l'escalade, auteur d'un crime de lèse-majesté : avoir déployé à la face du symbole une invitation aux passants, dans la langue véhiculaire de la mondialisation marchande. « *Ranger le capitalisme dans les poubelles de l'histoire universelle* » - la traduction est libre... - avait-il inscrit sur son calicot géant.

Sur l'Atomium ou couvrant Manneken-pis, l'affaire eût pris une autre dimension.

A fleur d'émotion face à ce qu'il considéra comme une naïveté d'« homme révolté », Bruno Colmant, président de la Bourse de Bruxelles, gratifia dans les jours suivants les lecteurs du journal « *Le Soir* » d'une lettre ouverte à son visiteur du samedi. Le destinataire eut l'élégance de répondre à son tutoiement sur un ton d'égale familiarité. Les deux hommes furent ensuite invités à débattre sur un plateau télévisuel garni de politiques et d'experts à propos d'une crise dont nous n'aurions pas encore pris l'exacte mesure. Retenons ici une des sentences définitives adressées par le financier « à visage humain » : « *Le capitalisme est l'ordre naturel des communautés humaines* »¹. « Ordre naturel » ?

Des deux protagonistes de cette parabole moderne, lequel est le plus naïf ?

Cette question nous renvoie à notre propre perception du monde. En d'autres termes, à une réalité dont il faut s'inquiéter de la voir régulièrement nous échapper dès lors qu'il est question d'économie.

La croissance du produit intérieur brut traduit l'évolution des richesses créées par un pays en un an. La récession étant une exception rare, nous serions donc de plus en plus riches. Les chiffres alignés par la Banque nationale le confirment d'année en année. Et pourtant, nous ne serions bientôt plus à même d'affronter le coût de nos pensions. Et pourtant, il y a chez nous un nombre croissant d'allocataires sociaux qui vivent sous le « seuil de pauvreté ». Et pourtant, de plus en plus de travailleurs vivent mal... Le pouvoir d'achat est en berne. Les quotidiens évoquent la difficulté des gens à remplir leur cuve à mazout. L'intensité du travail est de plus en plus forte. Il faut boulotter dur et plus pour maintenir un niveau de vie. La « génération 1.000 euros », vous connaissez ? Celle de « Tanguy » plus « Groseilles » que « Duquesnoy », celle des « Rosetta »...

Si le gâteau continue de grandir, il y a des morceaux qui s'amenuisent. Et puis, il y a les miettes...

Les termes du partage se détériorent. Le modèle « social » construit au lendemain de la guerre sur base d'un contrat entre « travail et capital » déraile. Il avait été mis en œuvre au départ d'instruments de redistributions comme les politiques de plein emploi (de qualité !), la défense du

¹ « L'homme révolté », Bruno Colmant, président de la Bourse de Bruxelles. « Le Soir », mardi 5 février 2008.

pouvoir d'achat, une fiscalité progressive et frappant de manière juste tous les revenus, des services publics permettant l'exercice de droits fondamentaux et une sécurité sociale forte imaginée comme une assurance collective et solidaire garantissant des droits individuels... Ces mécanismes de solidarité sociale font aujourd'hui figure d'obstacle à l'accroissement même de la production des richesses... par ailleurs de moins en moins bien partagées. L'aspiration à une plus grande égalité entre les citoyens au départ du partage de la plus-value liée à l'augmentation de la productivité s'en trouve démodée. Ringarde. La sociale démocratie peut baisser les volets, fermer boutique ?

La gauche tout entière voit sa raison d'être partir en vrille sous les tensions contradictoires de ce qui nous est présenté comme le « réel ». Un « ordre naturel » ?

La pensée dominante, celle dont Marx affirmait qu'elle est, de tout temps, la pensée des dominants, martèle qu'il s'agirait là des conséquences inéluctables d'une « mondialisation » irrésistible et peut-être même heureuse. Mais de quoi s'agit-il ? D'une transformation du capitalisme qui s'est doté des moyens de contourner les frontières physiques et réglementaires qui l'encadraient. Dans quel but ? Pour étendre le secteur marchand : dorénavant, tout ou presque, s'achète et se vend. Pour mettre en concurrence non plus seulement des entreprises entre elles mais aussi des régions et des Etats du monde à travers leurs politiques sociales, fiscales et/ou environnementales. Et finalement, pour mettre les travailleurs eux-mêmes en compétition les uns avec les autres. Dressés les uns contre les autres, ils sont « gérés » comme des « ressources » de manière de plus en plus individualisée. Ainsi deviennent-ils toujours plus isolés au sein même de leur propre classe sociale.

La modernité a un prix. Et le renoncement à l'émancipation sociale qu'elle implique a déjà le goût de la barbarie...

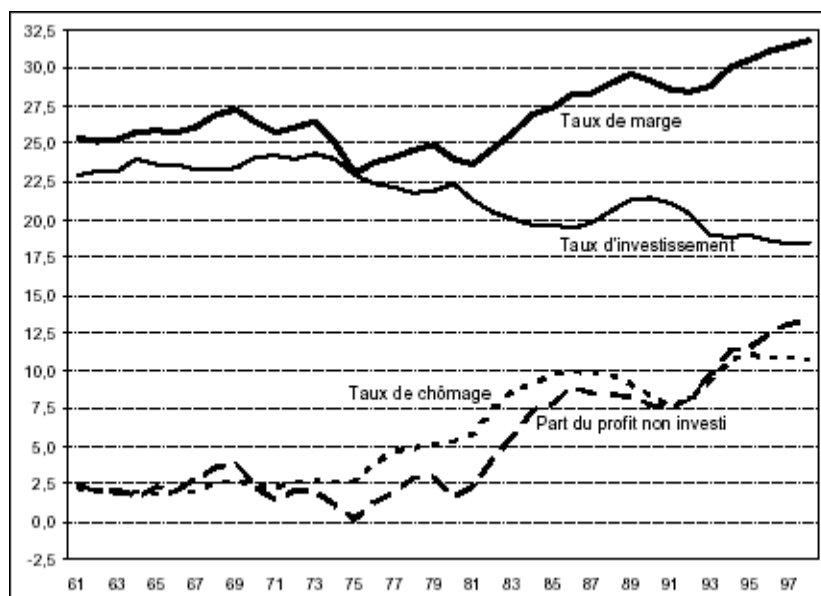
La réalité et la complexité nouvelle de cette organisation sociale qu'est le capitalisme peuvent apparaître incompréhensibles et inaccessibles au plus grand nombre ; c'est la conséquence des histoires qui nous sont racontées sur la manière dont nous vivons ensemble. Elles sont puissantes, persuasives ou anesthésiantes. Le libéralisme cartonne au « box office » des idéologies « télé réelles »... Nous convaincre que le marché est l'horizon indépassable de l'histoire des hommes, que ses inconvénients sont l'ordre des choses, qu'il n'y a point de salut à résister à cette fatalité, voilà sa vocation de « pensée unique ». Avec quel résultat ?

Un accroissement évident des inégalités ! Comment en serait-il autrement dès lors que l'objectif du capitalisme, l'accumulation du capital, se trouve « libéré » des régulations et légitimé par des convictions sinon religieuses au moins dogmatiques et une foi naturaliste.

L'économiste Michel Husson² montre ainsi combien les revenus du travail ont chuté dans le partage de la richesse produite pour l'ensemble des pays industrialisés : autour de 10% en vingt ans ! Ce repli correspond évidemment à la progression des revenus du capital, à celle des marges des entreprises... Or, montre-t-il, la part réinvestie dans l'activité productive a tendance, elle aussi, à chuter relativement. Cette différence entre les profits et la part réinjectée dans « l'économie réelle » traduit une « financiarisation de l'économie » dont la crise dite des « subprimes » que nous vivons actuellement est un avatar.

Voilà, par exemple, pourquoi la base opérationnelle d'un des hommes les plus puissants de Belgique n'est plus - et depuis longtemps - la « *S.A. Laminoirs et Boulonneries du Ruau* » mais la « *CNP* » pour Compagnie nationale à portefeuille...

Pire et moins anecdotique, la courbe des profits non réinvestis sous forme d'investissements de modernisation, de recherches et développements, voire de formations du personnel, présente un profil semblable, une évolution parallèle, à celle... des taux de chômage.



Source : IRES, *Les marchés du travail en Europe*, La Découverte, 2000

Cette évolution montre à quel point les chômeurs ne peuvent être tenus pour responsables de leur manque d'emploi et, au contraire, comment ils « payent » la transformation d'un capitalisme industriel vers un capitalisme de type « actionnarial »... Elle nous questionne également sur notre capacité à « retrouver » le plein-emploi. Dès lors que nous ne prendrions pas l'exacte mesure du phénomène, sans le transformer, il nous resterait, au mieux, à partager la misère.

Ceci démontre enfin combien le théorème dit « de Schmidt » - du nom d'un chancelier allemand social-démocrate - qui a bercé d'illusions les années '90 s'avère, avec le recul, avoir été une

² « *La baisse tendancielle de la part salariale* », Michel Husson. Texte disponible sur <http://hussonet.free.fr/parvabis.pdf>

cynique escroquerie intellectuelle. Les profits « d'aujourd'hui » n'ont pas été les investissements de « demain » et moins encore les emplois « d'après-demain » !

Il ne serait pas correct de laisser accroire que cette évolution inquiétante soit tue ou cachée. Elle est simplement évitée, esquivée, taboue?³ En effet, les constats alarmants ne manquent pas et sont relativement connus. C'est juste qu'ils ne passent pas la rampe...

« La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les quarante-cinq dernières années », souligne l'institution financière internationale la plus ancienne, la Banque des règlements internationaux (propos rapportés par « le Monde diplomatique »). Dans le « Financial Times », c'est l'ancien patron de la FED - la banque centrale américaine - , Alan Greenspan, qui s'exprime sur le sujet le 17 septembre 2007 : « La part des salaires dans le partage du profit est historiquement basse, à l'inverse d'une productivité qui ne cesse de s'améliorer (...) Ce découplage entre faibles progressions salariales et profits historiques des entreprises fait craindre (...) une montée du ressentiment, aux Etats-Unis, contre le capitalisme et le marché ». La Commission des Communautés européennes ne dit pas autre chose : « La part des revenus du travail, soit la part du travail dans la valeur ajoutée, a commencé à décliner dans la plupart des Etats membres de l'UE peu après le premier choc pétrolier, actuellement, elle se situe à un niveau inférieur à celui enregistré dans les années '60 (...) L'importance socio-économique de cette évolution peut difficilement être sous-estimée, car la part des revenus du travail influe sur la distribution des revenus des ménages et la cohésion sociale, l'orientation donnée à l'ajustement des salaires et de l'emploi et la composition de la demande agrégée, et touche donc à des questions majeures d'équité, d'efficacité économique et de stabilité macroéconomique. »⁴

Cette évolution interpelle donc au-delà de la gauche. Des institutions grandes productrices d'idéologie réactionnaire en seraient donc à s'inquiéter de conséquences sociales d'un phénomène encore trop souvent présenté comme un excès de gourmandise susceptible de causer quelques crises de foi(e). Une même tonalité presque « bon enfant » prévaut dans les commentaires sur la ruée des entreprises vers des mécanismes fiscaux comme ceux des « intérêts notionnels » leur permettant d'échapper à une part de leur contribution au financement des besoins de l'Etat. Les doigts dans le pot de confiture, le patronat a multiplié par quatre les prévisions de coûts de cette mesure. Dans le même temps, les politiques sociales doivent se contenter de moyens étranglés. Les échoués sous le « seuil de pauvreté » peuvent encore serrer ceinture...

³ C'est l'hypothèse du journaliste François Ruffin voir, « Débat français à propos du pouvoir d'achat Partage des richesses, la question taboue » in « le Monde diplomatique », janvier 2008.

⁴ « Communication de la Commission Principaux messages du rapport « L'emploi en Europe » de 2007 », COM(2007)733 final, 23.10.2007.
http://ec.europa.eu/employment_social/employment_analysis/eie/eie2007_summary_fr.pdf

Cette inversion du rapport des forces entre travail et capital a permis l'épanouissement d'une économie financière dont la production de bulles suivie d'ajustements nous embarque sur les montagnes russes de crises à répétition de plus en plus sérieuses. Le système ne tiendrait plus que par l'endettement. « *En 1929, quand la dernière crise du capitalisme a éclaté, la dette totale américaine (privée et publique) représentait 130% du PIB, elle vient de dépasser 250%* », souligne Pierre Larroutourou dans une interview au journal « *Le Monde* », le 6 mars 2007. Dans un entretien à « *Libération* »⁵, l'auteur du « Livre noir du libéralisme » constate encore : « *Aucune tendance actuelle n'est durable. C'est vrai de la crise sociale, de la crise financière et, bien sûr, de la crise écologique. Nous sommes au bout d'un système. Il est urgent de construire une alternative globale.* »

Les crises sociales et financières au moins sont liées par la « financiarisation de l'économie ». En sortir, impose de marier à nouveau la croissance des salaires et les gains de productivité. Il s'agit parallèlement de reprendre la marche d'une réduction collective du temps de travail. Deux joyeuses « hérésies » contre un air du temps occupé à nous asphyxier ! ■

⁵ « Pierre Larroutourou : 'L'hyperlibéralisme nous conduit dans le mur ». *Libération*, samedi 1^{er} décembre 2007. « Le Livre noir du Libéralisme », Pierre Larroutourou, édition du Rocher, 2008.